

La connectivité pour soutenir l'autonomie

Rapport communautaire sur
le Sommet sur la connectivité
autochtone 2018

Contributrice
Natalie Campbell, Campbell Communications



« Internet est devenu un maillon essentiel de la connexion et du rassemblement de nos collectivités... encore plus que l'autoroute, de maintes manières. »

–Jim MacDonald, ancien maire d'Inuvik

Sommaire exécutif

La deuxième édition du Sommet sur la connectivité autochtone, qui s'est tenue les 11 et 12 octobre 2018 à Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.), s'était donné l'objectif de trouver des solutions pour offrir une connexion Internet rapide, abordable et fiable aux collectivités autochtones de partout en Amérique du Nord. Ce sommet a attiré près de 140 délégués au cercle arctique canadien (et plus de 700 participants virtuels), où se déroulait une série de tables rondes et de présentations portant sur la connexion des mille premiers¹ kilomètres, avec une attention particulière pour les collectivités nordiques rurales et éloignées. Préalable à l'événement, la University of Alberta, à Edmonton, offrait une formation d'un jour aux Autochtones exploitant actuellement un réseau communautaire ou désirant en déployer un.

Les conférenciers et les participants ont ensemble recensé les grands défis de la connectivité dans les collectivités nordiques rurales et éloignées, en se penchant notamment sur les obstacles géographiques, les diverses réalités socioéconomiques, la demande croissante de bande passante et les lacunes sur le plan de la recherche. Dans les réseaux communautaires,² ils ont majoritairement reconnu une solution parfaite permettant aux collectivités nordiques rurales et éloignées de se connecter à Internet selon leurs propres conditions.

L'événement se penchait également sur le rôle de la connectivité dans l'autonomisation des communautés autochtones du Nord. Les participants ont ainsi reconnu le pouvoir d'Internet comme outil de soutien à la revitalisation linguistique et culturelle, à l'amélioration des résultats en matière de santé et d'éducation, ainsi qu'au développement économique et à l'autodétermination. Pour mieux faire résonner les voix autochtones dans l'Internet de demain, les participants ont établi les principes que voici :

1. **Consultation** : Il est crucial de consulter les collectivités et les intervenants autochtones pour élaborer des solutions de connectivité sensées, pertinentes et adaptées à la culture du Nord.
2. **Défense des intérêts** : Les collectivités autochtones doivent s'efforcer de se faire entendre et de participer aux décisions qui façonnent l'avenir d'Internet.
3. **Renforcement des capacités** : Les collectivités autochtones bénéficieraient de possibilités d'éducation, y compris des ressources de littératie numérique adaptées à la culture, de la formation technique et de la gestion financière, afin de soutenir des solutions de connectivité durables.
4. **Partenariats stratégiques** : Les collectivités autochtones bénéficieraient de partenariats stratégiques avec des personnes, des organisations, des institutions d'ancrage et d'autres intervenants influents qui partagent leurs valeurs et objectifs en matière de connectivité.

Les participants ont aussi établi des recommandations en vue d'une stratégie nationale, qui seront soumises au gouvernement fédéral du Canada.

Des vidéos des présentations et des échanges sont accessibles sur le poste de transmission en direct de l'Internet Society, au <https://livestream.com/InternetSociety/indigenet2018> (en anglais).

1 Bien que le terme utilisé soit le 'dernier' kilomètre, bon nombre de membres de la communautés ont expliqué qu'ils préfèrent parler du 'premier' kilomètre, étant d'avis que les communautés autochtones devraient être la première pensée et non la dernière.

2 Les réseaux communautaires sont des infrastructures de communication érigées, gérées et utilisées par les communautés locales : <https://www.internetsociety.org/issues/community-networks/>

En quoi consiste le Sommet sur la connectivité autochtone?

L'accès et l'intégration à Internet constituent des défis sans pareil pour les collectivités autochtones des quatre coins du Canada et des États-Unis. Internet Society a lancé un sommet annuel sur la connectivité autochtone afin de permettre à une communauté diversifiée d'intervenants d'élaborer des solutions visant à offrir une connexion Internet rapide, abordable et durable aux collectivités autochtones.

La première édition, tenue en novembre 2017 à Santa Fe, au Nouveau-Mexique, a ouvert un débat essentiel sur l'importance de la connectivité pour les collectivités autochtones et sur les moyens qui pourraient permettre aux communautés autochtones amérindiennes, inuites, métisses et de l'Alaska et des Premières Nations de se mettre à niveau. [Le rapport communautaire sur le Sommet sur la connectivité autochtone 2017](#) (accessible seulement en anglais) soulignait une corrélation essentielle entre la connectivité et divers avantages socioéconomiques. Il relevait également que pour bien des collectivités autochtones, les réseaux communautaires constituent un moyen idéal de générer leurs propres solutions de connectivité.

[Le Sommet sur la connectivité autochtone 2018](#), qui se tenait les 11 et 12 octobre 2018 à Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest, s'est avéré l'occasion idéal de poursuivre la discussion engendrée par l'événement de l'année précédente. Environ 140 administrateurs autochtones de réseaux communautaires, fournisseurs de services Internet, décideurs politiques et dirigeants autochtones ont ainsi participé à une série de tables rondes et de présentations portant sur la connexion des mille premiers kilomètres. Plus de 700 personnes y ont également assisté en ligne.

L'événement, qui explorait les défis et les possibilités uniques se présentant aux collectivités autochtones rurales et éloignées du Nord, a aussi servi de vitrine aux réussites de réseaux communautaires du monde entier afin d'inspirer des solutions pour combler le fossé numérique. Un autre thème est ressorti de la récente édition, axé sur l'autonomisation et les moyens d'assurer la participation des Autochtones à l'avenir d'Internet.

Le Sommet sur la connectivité autochtone 2018 était présenté par Internet Society, en collaboration avec la University of Alberta, First Mile Connectivity Consortium, la Ville d'Inuvik et la Société régionale Inuvialuite. L'événement a pu compter sur le soutien de plusieurs commanditaires : Autorité canadienne pour les enregistrements Internet, Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, Google, CANARIE, OneWeb, Cybera, Télésat et Iristel. Wally Schumann, ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement et ministre des Transports des Territoires du Nord-Ouest, a prononcé un discours d'inauguration au nom du gouvernement.



La réalité actuelle du Nord canadien

« Les infrastructures jouent un rôle essentiel dans la longévité et la santé de nos collectivités. »

—Wally Schumann, ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement et ministre des Transports des Territoires du Nord-Ouest

Cette année, l'obtention du diplôme d'études secondaires à la Helen Kalvak Elihakvik School était plus qu'une étape importante pour trois élèves d'Ulukhaktok (T. N.-O.), bien au-delà du cercle arctique. Il s'agissait des tout premiers diplômés dans l'histoire du petit hameau de 396 âmes situé sur la côte ouest de l'île Victoria.

Plutôt que de déménager à plusieurs centaines de kilomètres de leur domicile, ces élèves ont récolté les crédits nécessaires pour faire leur demande d'études postsecondaires au programme Apprentissage à distance du Nord, situé à Inuvik.

La portée de leur accomplissement est probablement l'un des exemples les plus évidents du besoin urgent d'offrir un accès Internet rapide, abordable et durable aux collectivités autochtones rurales et éloignées de partout en Amérique du Nord. Grâce à Internet, ces trois adolescents ont pu demeurer dans leur famille jusqu'à l'obtention de leur diplôme au lieu d'être forcés à quitter leur communauté. Avec une largeur de bande adéquate, le programme pourrait atteindre beaucoup plus de familles et de collectivités éloignées dans tout le nord du Canada.

En 2016, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a déclaré que l'Internet à haut débit était un service de télécommunications de base pour les Canadiens et a établi un objectif de service universel de 50 Mbit/s en téléchargement et de 10 Mbit/s en téléversement.³

Or deux ans plus tard, bien des collectivités autochtones rurales et éloignées sont encore loin de pouvoir se prémunir des services d'écoute en continu comme Netflix, sans parler de leur accès aux services essentiels d'éducation et de télémédecine.

Tout au long de 2018, une série d'engagements de la part d'Ottawa a fait naître l'espoir d'une connectivité poussée dans la bonne direction. Plus particulièrement, en septembre 2018, le CRTC publiait de l'information sur son régime de financement de la large bande, qui ajoutera 750 millions de dollars en cinq ans aux 500 millions de dollars fournis dans la même période par Innovation, Sciences et

Développement économique Canada (ISDE) afin d'aider le pays à atteindre son objectif de service universel.

Les critères d'admissibilité du CRTC ont établi une base solide pour assurer que les demandeurs mènent des consultations significatives auprès des collectivités touchées par les projets proposés et indiquent si ces propositions auront une incidence sur les collectivités autochtones, les droits des Autochtones ou les droits issus de traités.

Lors du Sommet sur la connectivité autochtone 2018, Internet Society et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest se sont engagés à aider le CRTC et les demandeurs du régime de financement de la large bande à tenir leur promesse de collaborer avec les collectivités autochtones pour trouver des solutions axées sur les objectifs de service universel.

Cependant, malgré la présence de divers leaders autochtones, hauts fonctionnaires et dirigeants d'entreprise à l'événement, l'absence de délégués officiels du CRTC et de l'ISDE a déçu plusieurs participants. En dépit de leur absence, Internet Society a maintenu son engagement à aider le CRTC et les projets potentiels du régime de financement de la large bande à consulter les collectivités autochtones et à faciliter la réalisation des possibilités évoquées lors du Sommet sur la connectivité autochtone et dans l'avenir.

Développements sur la scène canadienne depuis le Sommet

Un représentant du groupe d'experts pour l'examen de la législation en matière de radiodiffusion et de télécommunications participait au Sommet, et ce afin d'inviter les délégués autochtones à fournir des réactions par écrit à l'évaluation du cadre législatif en matière de communications au Canada. Cependant, plusieurs participants se sont plaints du court délai accordé et ont remis en question les efforts du groupe d'experts à intégrer les collectivités autochtones de partout au Canada. Le groupe a donc décidé de repousser la date de remise des réactions. Selon une mise à jour publiée sur le site Web du gouvernement canadien : « Suite aux commentaires de plusieurs parties prenantes, le Groupe d'examen du cadre législatif en matière de radiodiffusion et de télécommunications a décidé de prolonger la date limite pour son Appel aux observations au 11 janvier 2019. »

3 <https://www.theverge.com/2016/12/22/14052368/canada-broadband-internet-essential-service>

La réalité actuelle aux États-Unis (É.-U.)

Il y a des lacunes considérables quant à l'accès large bande des Autochtones vivant aux États-Unis. Dans son rapport de 2018 sur le déploiement de la large bande (Broadband Deployment Report), la Federal Communications Commission (FCC) estime que 35,4 pour cent des Américains établis sur les terres tribales du pays en 2016 n'avaient pas accès à un réseau à large bande fixe de 25 Mbit/s en téléchargement et de 3 Mbit/s en téléversement, par rapport à seulement 2,1 pour cent des citoyens urbains.

Tout comme au Canada, l'un des grands défis du déploiement d'un accès large bande dans les zones rurales américaines réside dans la faible densité de la population, une réalité qui nuit à la réalisation d'économies d'échelle. Les défenseurs de la connectivité anticipent que la disparité s'accroîtra probablement, puisque les grands fournisseurs de large bande se concentrent sur le déploiement d'un accès sans fil 5G dans les zones densément peuplées, alors que d'autres régions continuent de se débattre avec un accès de base.

En mars 2018, le Congrès des États-Unis a accordé 600 millions de dollars au Rural Utilities Service du Department of Agriculture pour un programme pilote de prêts et bourses pour large bande visant à améliorer le service en cette matière en zones rurales⁴

La FCC mise sur un nombre de projets conçus pour améliorer la connectivité des zones rurales, y compris la libération de fréquences pour les satellites en orbite basse. Elle prétend également s'efforcer de combler le fossé numérique, soit d'alléger la réglementation pour stimuler les investissements; de plus, elle favorise les solutions technologiques économiques et étudie des méthodes d'octroi de subventions plus « efficaces ».

Bien des défenseurs de la connectivité soutiennent toutefois que des réductions de subventions dédiées à l'amélioration pourraient compliquer encore davantage l'obtention d'un accès large bande par de nombreuses collectivités tribales. Par exemple, la FCC continue d'appuyer sa décision de novembre 2017 de retirer une subvention du programme Lifeline octroyée à nombre de personnes établies sur des terres tribales dans des zones urbaines pour un réseau à large bande amélioré. Lifeline, avec un budget d'exploitation de 2,33 milliards de dollars et douze millions d'abonnés, est une subvention de 9,25 \$ par mois qui vise à réduire les frais d'Internet ou de téléphonie pour les Américains à faible revenu. Les résidents de terres tribales sont aussi admissibles à une subvention supplémentaire pouvant atteindre 25 \$, pour un total mensuel de 34,25 \$.

De par sa décision, la FCC retire la subvention mensuelle pour services améliorés aux résidents de terres tribales qui

vivent en milieu urbain, affirmant qu'ils ont déjà un accès adéquat à un service abordable et qu'un financement accru pourrait servir à stimuler le déploiement par d'autres moyens dans les zones rurales. Bien que les résidents de zones tribales urbaines ne soient plus admissibles à la subvention supplémentaire de 25 \$, ils peuvent encore bénéficier du montant mensuel de base de 9,25 \$.

Plusieurs démocrates et républicains ont aussi déploré une réduction de près de 25 pour cent du financement d'un programme de la FCC par le Universal Service Fund (fonds du service universel), qui remboursait une partie des frais des entreprises de téléphonie fournissant un accès large bande aux collectivités rurales. En outre, plusieurs sénateurs ont accusé cette mesure d'empêcher le déploiement de la large bande et d'augmenter les frais pour les consommateurs.

Développements sur la scène américaine depuis le Sommet

Depuis le Sommet, la FCC a pris des mesures pour augmenter le financement de son Connect America Fund, qui vise à accroître le déploiement de la large bande et à rendre les services plus financièrement accessibles dans les zones rurales. En décembre 2018, elle a annoncé l'octroi de soutien supplémentaire aux petits fournisseurs et aux exploitants en milieu rural connus sous le nom de rate-of-return carrier, pour améliorer l'accessibilité des services d'au moins 25/3 Mbits, en comparaison aux 10/1 Mbits de base.

Les hausses de financement comprennent une somme de 67 millions de dollars de plus par année pour les exploitants qui bénéficient de soutien par l'entremise de l'Alternative Connect America Cost Model (A-CAM), stratégie qui, selon la FCC, pourrait permettre à 100 000 foyers et entreprises supplémentaires d'accéder à un service de 25/3 Mbits. De plus, la FCC augmentera son budget annuel de 1,4 milliard de dollars pour les exploitants existants (au moyen d'un rajustement annuel en fonction de l'inflation), annulera les coupes budgétaires requises en 2018 par des règles précédentes en cette matière, en plus de garantir un minimum de soutien pour chaque exploitant. L'organisme de réglementation espère également stimuler le déploiement supplémentaire de services de 25/3 Mbits par une nouvelle offre de soutien basé sur modèle. La FCC affirme avoir pris des mesures pour éliminer les contraintes réglementaires et encourager l'utilisation efficace du soutien, mais elle dit aussi avoir demandé conseil quant au soutien additionnel des services en place dans les zones tribales.

Toujours en décembre 2018, le Congrès a adopté le Farm Bill⁵, qui élargit la portée du programme pilote de prêts et bourses pour large bande du Rural Utilities Service du Department of Agriculture, ouvrant ainsi la voie à un financement plus que nécessaire pour les zones rurales et éloignées des États-Unis. Cette loi vise aussi à améliorer la coordination du financement pour la large bande en milieu rural entre la FCC, la National Telecommunications and Information Administration (NTIA) et le Rural Utilities Service (RUS).

4 Pour en savoir plus : <http://www.govinfo.gov/content/pkg/FR-2018-12-14/pdf/2018-27038.pdf> (anglais seulement).

5 <https://www.congress.gov/bills/115th-congress/house-bill/2>

Les défis de connectivité particuliers aux collectivités nordiques rurales et éloignées

Malgré les progrès de la technologie à large bande et les divers engagements du gouvernement à améliorer la connectivité dans les collectivités autochtones rurales et éloignées, il n'y a pas de solution simple et universelle pour éliminer le fossé numérique au Canada. En fait, la vitesse de progression vers un accès Internet rapide, abordable et durable pour les collectivités autochtones qui en ont le plus besoin pourrait être adéquatement comparée à celle d'un escargot.

Les conférenciers et les participants du Sommet sur la connectivité autochtone 2018 ont recensé plusieurs obstacles à franchir pour garantir que les collectivités autochtones et nordiques rurales et éloignées puissent un jour remplir les conditions du service universel du CRTC.

« Je ne peux insister assez sur l'importance d'amener Internet dans les régions éloignées comme (Inuvik) de partout en Amérique du Nord. Ce n'est pas un service dont on peut se passer... c'est une nécessité... »

—Duane Smith, président directeur général de la Société régionale Inuvialuite

Obstacles géographiques

La communauté d'accueil d'Inuvik (T. N.-O.) est nichée dans le nord d'un territoire de 33 collectivités s'étendant sur 1,3 million de kilomètres carrés de diversité géographique. Les délégués de l'Alaska, du Yukon et du Nunavut ont constaté la similitude de leurs défis de connectivité sur le plan géographique, au point où plusieurs conférenciers ont souligné que le paysage leur donnait l'impression d'être « à la maison » même s'ils provenaient d'un autre territoire ou pays.

Les infrastructures de réseau à large bande sont dispendieuses, en particulier lorsqu'il n'y a ni routes ni infrastructures pour relier les collectivités. Le Nunavut, par exemple, se fie à des satellites pour desservir ses 25 collectivités, qui s'étendent sur plus de deux millions de kilomètres carrés de paysages variés et sont entièrement inaccessibles par voie routière. Bien des résidents peinent encore à ouvrir un courriel, sans parler des difficultés posées par l'utilisation d'applications de vidéoconférence pour des raisons personnelles, professionnelles ou médicales.

Réalités socioéconomiques diverses

Le conférencier principal, Lyle Fabian, a remarqué une grande disparité entre les collectivités nordiques nanties et démunies d'Internet. Il a ensuite expliqué que même dans les collectivités où l'accès Internet à large bande était raisonnablement rapide, le coût élevé de la connectivité s'avérait encore un obstacle de taille pour bien des personnes.

Parmi ce dernier groupe, selon lui, les membres de la collectivité ayant une mauvaise cote de crédit ont peu d'options en matière d'accès Internet. Étant donné qu'un mauvais crédit empêche certains de s'abonner à un forfait d'accès Internet, ceux-ci se tournent souvent vers l'achat de téléphones mobiles usagés et de cartes SIM dispendieuses pour accéder à une petite fraction d'Internet, ce qui peut coûter jusqu'à quarante dollars par jour.

Demande croissante de bande passante

Plusieurs conférenciers représentant des réseaux communautaires ont reconnu l'importance du défi que pose la nécessité de répondre à la demande croissante de bande passante. Pour les collectivités éloignées, l'évolution de la technologie offerte en ligne n'est pas toujours une bonne chose. Par exemple, la mairesse d'Iqaluit, Madeleine Redfern, a mentionné avoir tenté pendant douze jours de télécharger la plus récente version de Microsoft Office pour son ordinateur, avant de réussir en quelque douze minutes lors d'un voyage d'affaires à Ottawa. Elle a convenu du défi que présente la mise à niveau de ce logiciel pour plus de 2 500 employés du gouvernement du Nunavut qui en auraient l'obligation.

Lacunes sur le plan de la recherche

Les conférenciers et les participants ont établi que le manque de recherche pour cibler les écarts de connectivité entre les collectivités autochtones et non autochtones compliquait la priorisation de solutions à large bande pour les régions aux besoins les plus criants.

Plusieurs conférenciers ont présenté des projets de recherche permettant de mieux comprendre les disparités actuelles au Canada en matière de service Internet rapide, abordable et fiable. Ils pensaient que la mise en évidence de ces zones pourrait soutenir les efforts de revendication pour la connexion de ceux qui en bénéficieraient le plus. Cependant, Robin Winsor, PDG de Cybera et directeur d'un projet d'étude sur la connectivité dans les écoles des collectivités des Premières Nations, a critiqué l'idée de devoir tout d'abord « prouver » en quoi les collectivités autochtones méritent un Internet de qualité.

Selon d'autres conférenciers, les décideurs travaillent souvent avec des données inexactes ou incomplètes qui ne reflètent pas les réalités liées à la connectivité, ce qui engendre des politiques contre-intuitives et potentiellement dommageables pour les collectivités autochtones. Plusieurs conférenciers ont suggéré que la meilleure façon de comprendre la situation en ce qui concerne Internet est de se rendre dans les collectivités nordiques rurales et éloignées et d'affronter soi-même les défis.



La connectivité pour soutenir l'autonomie

« Selon moi, le modèle d'infrastructure communautaire est d'une importance capitale. C'est là leur avenir économique. »

–Lyle Fabian, président et directeur général de KatloTech

Nombre de Nord-Américains ne le réalisent peut-être pas, mais les traces de notre histoire coloniale marquent presque tous les aspects de la société moderne. Ce que bien des citoyens non autochtones considèrent comme des processus traditionnels de prise de décisions pourrait ne pas correspondre aux traditions anciennes de gouvernance des collectivités autochtones. Ainsi, des obstacles se dressent devant ceux qui cherchent à s'adapter à un monde de plus en plus dépendant d'Internet.



Le Sommet sur la connectivité autochtone 2018 cherchait à voir ce qui se passe lorsque les collectivités autochtones parviennent à se connecter à Internet selon leurs propres conditions et comment les intervenants peuvent soutenir la création d'un environnement inclusif et propice aux solutions communautaires.

Qu'est-ce qu'un réseau communautaire?

Si l'on y a mentionné les défis posés par la connexion des collectivités nordiques, le Sommet sur la connectivité autochtone 2018 servait également de vitrine aux réussites en Amérique du Nord et ailleurs, afin d'inspirer des solutions visant à garantir la connexion des collectivités autochtones à un Internet rapide, abordable et durable. Comme l'a indiqué l'un des conférenciers, Matthew Rantanen : « Curieusement, nous avons le même manque de services et d'options de connectivité dans les environs de San Diego, en Californie, qu'ici à Tuktoyaktuk, dans les Territoires du Nord-Ouest. »

« C'est un moyen pour notre peuple de contrôler et d'être responsable de l'Internet. »

–Mike Jolly, directeur des télécommunications (TI) de Creecable

Les conférenciers s'entendaient globalement pour dire que les réseaux communautaires constituaient une solution idéale pour permettre aux collectivités de générer leurs propres options de connectivité. Les réseaux communautaires sont des infrastructures de communication créées, gérées et employées par les collectivités locales, offrant une solution durable aux lacunes de connectivité dans les zones urbaines, éloignées et rurales non desservies des quatre coins du globe.

KatloTech, par exemple, est une entreprise détenue par des Autochtones, qui désire collaborer avec Quintillion en tant qu'entreprise de télécommunications permettant aux collectivités des Territoires du Nord-Ouest de bâtir des réseaux communautaires et d'être leurs propres fournisseurs de service Internet.

Plus particulièrement, Paul Gillard, vice-président, Marchés commerciaux pour le fournisseur panterritorial Northwestel, a reconnu la valeur de la collaboration avec les collectivités pour créer des infrastructures favorisant l'exploitation de réseaux communautaires.

« Je n'ai pas besoin que tous les clients m'appartiennent pour contribuer à cette valeur. »

–Paul Gillard, Marchés commerciaux à Northwestel



« Notre idée a toujours été de soutenir les Premières Nations pour lesquelles nous travaillons et d'agir selon leurs directives. »

–Penny Carpenter, directrice chez KNET

Comment les réseaux communautaires renforcent-ils l'autonomie des communautés nordiques?

Malgré l'importance des obstacles à franchir afin d'éliminer le fossé numérique des collectivités nordiques et autochtones rurales et éloignées, les délégués présents au Sommet ont prouvé que chaque défi cache une possibilité. Tout au long de l'événement de deux jours, aînés, conférenciers et participants ont témoigné du renforcement de l'autonomie des collectivités lorsqu'elles peuvent se connecter à un Internet rapide, abordable et durable.

Revitalisation de la langue et de la culture locale

Comme c'était le cas lors de l'édition de 2017, plusieurs participants des tables rondes ont présenté des cas où la technologie axée sur Internet a permis de simplifier l'élaboration d'outils importants, comme des dictionnaires et des applications pour enseigner la langue et la culture traditionnelle.

Plusieurs conférenciers canadiens ont aussi souligné que le potentiel d'Internet pour raviver l'intérêt pour la langue et la culture traditionnelle était particulièrement stimulant compte tenu des effets à long terme des pensionnats, qui ont engendré un fossé générationnel entre les aînés, locuteurs de la langue traditionnelle, et les jeunes férus de technologie qui aimeraient apprendre à la parler.

« Cette région a un passé récent de pensionnats, la principale cause de la perte de notre langue. »

–Crystal Fraser, candidate au doctorat et professeure adjointe à la University of Alberta; conceptrice de contenu au sein du Gwich'in Digital Literacy Project

L'inclusion d'aînés dans la création d'outils et de ressources était jugée essentielle pour l'adaptation adéquate des enseignements linguistiques et culturels à la technologie. Le maître de cérémonie du Sommet, Darrick Baxter, a expliqué comment son entreprise, Ogoki Learning Inc., collabore avec des aînés à l'élaboration d'applications d'apprentissage des langues autochtones employées par les enseignants et les élèves de partout en Amérique du Nord.

L'implication des aînés était aussi jugée cruciale pour définir les enseignements et autres éléments à rendre publics, ainsi que ceux à protéger. Par exemple, un conférencier a raconté comment sa collectivité avait découvert l'intégration d'éléments de culture inappropriés dans les archives historiques d'une importante université américaine. À ses dires, la collectivité a informé l'université que ces éléments ne pouvaient être partagés en ligne, et celle-ci les a retirés. Ils ont depuis formé un partenariat pour faciliter les futures discussions visant à déterminer ce qui est approprié ou non pour la publication en ligne.

Les outils linguistiques et culturels semblent particulièrement utiles pour les jeunes vivant dans les populations

autochtones urbaines, qui n'ont pas toujours été exposés aux modes de vie traditionnels, ainsi que pour ceux qui grandissent en dehors de leurs terres ancestrales. Si des participants ont clairement soutenu qu'elle ne pourra jamais remplacer complètement les enseignements culturels liés à la terre, la technologie pourrait avoir son utilité si elle est bien conçue.

Plusieurs intervenants ont cependant indiqué que l'absence de connectivité était l'un des obstacles les plus courants à la transmission de ces outils aux collectivités, en particulier lorsque les enseignements culturels se tiennent dans des lieux éloignés ou liés à la terre.

Santé et éducation

« Nous considérons Internet comme un outil précieux pour notre collectivité... alors qu'un médecin de Santa Fe pourrait discuter avec un résident de Paulatuk, ou une personne vivant en Ontario pourrait donner un cours de science. »

—Duane Smith, président directeur général de la Société régionale Inuvialuite

Les bienfaits de la télémédecine et de l'éducation à distance ont une importance toute particulière pour les collectivités éloignées qui n'ont pas d'accès routier aux hôpitaux ou aux écoles des collectivités environnantes. Plusieurs conférenciers et participants ont témoigné des avantages, pour les élèves, de pouvoir étudier et vivre dans leur collectivité, et pour tous, de bénéficier de services de télémédecine qui pourraient préserver l'intégrité des unités familiales et sauver des vies.

Par exemple, la popularité d'un groupe Facebook du Nunavut, qui permet aux membres de vendre des articles faits à la main aux enchérisseurs de par le monde, a suscité un regain d'intérêt chez les jeunes pour l'apprentissage d'un métier traditionnel leur permettant de gagner leur vie en ligne.

Les représentants des jeunes de We Matter ont fait un exposé éloquent de l'organisme sans but lucratif, qui offre des ressources essentielles en santé mentale et transmet des messages d'espoir sur la prévention du suicide chez les jeunes autochtones. Pour contrer les défis de la connectivité, l'organisme partage ses renseignements à l'aide de clés USB. Il a par ailleurs indiqué que la portée du programme augmenterait considérablement si les collectivités autochtones avaient plus facilement accès à un Internet rapide, abordable et durable.

Économie et autodétermination

« Un climat économique sain signifie que nos gens auront le temps d'alimenter notre culture d'art, de chant, de danse, de cuisine, de chasse... ces choses qui font de nous ce que nous sommes. »

—Patuk Glenn, directeur du projet de développement économique communautaire pour la Arctic Slope Regional Corporation

Plusieurs conférenciers ont reconnu que certaines collectivités autochtones estiment que la large bande et le capitalisme entraînent des défis culturels pour elles. Cependant, ils ont aussi parlé du fait que les Autochtones ont toujours été des adeptes de jeux vidéo et de technologie, créant des outils et adoptant les nouveautés pour soutenir leurs modes de vie traditionnels.



Selon eux, la liberté économique fait partie des grands avantages de la connectivité, car elle peut renforcer la capacité d'une collectivité à faire prospérer ses modes de vie traditionnels. Par exemple, un conférencier a souligné l'initiative des chasseurs traditionnels de baleines, qui ont communiqué par téléphonie mobile avec d'autres chasseurs pour surveiller l'activité des baleines et, ainsi, contribuer à la réussite de leur chasse.

D'autres conférenciers ont également relevé que l'amélioration des perspectives économiques au sein des collectivités permettait à leurs membres d'y trouver un emploi et un revenu valables. Un participant de la

table ronde a mentionné qu'à l'instar du cheval, que les communautés ont accueilli pour simplifier le commerce avec les autres collectivités et cultures, Internet offrait des possibilités à l'échelle internationale.

« Nous apportons la même croissance économique, mais sur un cheval différent. Nous chevauchons Internet, et c'est lui qui nous offre des possibilités à l'échelle mondiale. Nous perfectionnons notre capacité à porter nos connaissances et nos ressources à un public élargi, et nous échangeons sur le grand territoire du monde. »

–Danae Wilson, directrice du Department of Technology Services (division des services technologiques) de la Réserve de Nez Perce

Comment assurer la participation des Autochtones à l'Internet de demain?

« Lorsqu'il est question d'Internet... redonnons le pouvoir à la population et arrêtons de laisser un petit groupe de personnes décider pour le reste du monde. »

–Linnea Dick, coordinatrice des médias sociaux et de la sensibilisation à We Matter

Il est clair que lorsque les collectivités autochtones font partie des solutions de connectivité rapides, abordables et durables, Internet y prend davantage d'importance. Avec des possibilités de croissance quasi illimitées, il n'est pas aventureux de supposer que les Autochtones pourraient contribuer encore plus fortement à la connexion d'autres collectivités s'ils participaient aux décisions qui façonnent l'avenir d'Internet.



Le Sommet sur la connectivité autochtone visait à établir un ensemble de principes auxquels tous les citoyens peuvent contribuer pour assurer que les collectivités autochtones rurales et éloignées sont au cœur des solutions pour réduire le fossé numérique.

Consultation

« Avant d'élaborer une solution, il est dans notre devoir de consulter les collectivités. »

–Bill Murdoch, gestionnaire des technologies de l'information de Clear Sky Connections

Tout au long de l'événement, des participants ont rappelé l'importance d'élaborer des politiques et de prendre des décisions qui permettent aux collectivités de générer des solutions de connectivité avec les gens qui en bénéficient. Plusieurs tables rondes s'employaient aussi à trouver des moyens de faire résonner les voix autochtones lorsqu'il est question de décisions et de solutions qui touchent à notre avenir.

Presque tous les participants amenés à se prononcer sur le sujet ont appelé Ottawa à améliorer ses méthodes de consultation des collectivités autochtones quant aux politiques fédérales de télécommunications. De plus, plusieurs participants canadiens ont noté que pour réussir et prendre une majorité de points de vue en considération, les consultations doivent s'efforcer d'inclure autant de Premières Nations, de tribus et d'autres groupes autochtones que possible, ainsi que des jeunes et des aînés de ces communautés. De même, lors de chaque exercice de consultation, les médiateurs devraient se donner assez de temps pour joindre une variété de collectivités et obtenir une réponse bien nuancée.

En revanche, un participant autochtone vivant aux États-Unis a aussi souligné l'intérêt de nommer un expert en la matière pour défendre les intérêts de plusieurs collectivités et tribus autochtones aux mêmes valeurs et objectifs.

Il est en outre tout aussi important de s'assurer que les méthodes de consultation des collectivités autochtones soient adaptées à la culture, en particulier lorsqu'il s'agit de recueillir des renseignements. Un aîné des Pieds-Noirs du sud de l'Alberta a encouragé autrui à respecter les protocoles culturels, en particulier quand il est question de savoir traditionnel.

Défense des intérêts

Plusieurs tables rondes ont fourni des conseils sur la manière d'améliorer les efforts individuels de défense pour assurer que les voix autochtones se fassent entendre et soient prises en considération lors de la prise de décisions et de la création de solutions qui façonnent l'avenir d'Internet.

Un intervenant a souligné l'importance de connaître l'objectif visé pour faire progresser la défense des intérêts. Il ne s'agit pas nécessairement de savoir déjà comment l'atteindre, mais d'impliquer les gens de la collectivité dans une discussion, de fixer un objectif et de prendre les décisions de l'intérieur.

Un autre participant a rappelé l'importance de s'unir avec divers groupes et associations susceptibles d'amplifier la voix des collectivités dans les médias, tout en recommandant d'user de stratégie afin de tirer profit de ces partenariats pour l'atteinte d'objectifs communs.

En ce qui a trait à la prise de décisions gouvernementales, plusieurs participants ont noté que les politiques fédérales sont souvent rédigées sans tenir compte de leur application dans les collectivités autochtones. Par conséquent, elles peuvent s'avérer frustrantes, voire néfastes pour celles-ci. Un participant a suggéré de demander au peuple autochtone de réécrire certaines lois afin de voir en quoi elles pourraient différer.

D'autres ont souligné l'intérêt d'influencer l'opinion publique en partageant des récits personnels. L'embarras politique était une autre stratégie relevée pour presser les organismes fédéraux de faire un geste ou de faire amende honorable, surtout en cours d'année électorale.

« Faire entendre votre voix peut vous ouvrir des portes... puis vous devez effectuer un suivi pour vous assurer que cela se traduit en action. »

—Deb Socia, Directrice générale, Next Century Cities

Renforcement des capacités

« Ce qui compte, ce sont les personnes au sein des collectivités et les organisations locales qui trouvent des moyens d'exploiter les technologies de sorte que les possibilités et les emplois se créent localement. »

—Brian Beaton, Faculté de l'enseignement à l'University of New Brunswick et trésorier au First Mile Connectivity Consortium

« Si vous voulez connaître notre culture... faites-le de la bonne manière. Si vous voulez entrer... entrez, discutez avec nous, vivez avec nous et trouvez les bonnes personnes. »

—Herman Many Guns, aîné Pikani



Un atelier du Sommet a offert la chance aux participants de faire ressortir des possibilités d'éducation qui permettraient aux collectivités de générer et d'entretenir des solutions de connectivité durables.

Éducation et ressources adaptées à la culture

« Les projets de renforcement des capacités devraient être conçus par et pour les populations autochtones, afin d'assurer que la sensibilisation aux réalités culturelles fait partie intégrante du programme... la culture et les modes de vie ne se reflètent toujours pas dans les espaces virtuels. »

–Denise Williams, PDG du First Nations Technology Council

Avoir un portrait clair du contexte culturel autochtone et des besoins de chaque collectivité en matière de connectivité représente un aspect essentiel dans l'établissement de technologies et de solutions adaptées aux principes communautaires. Ce faisant, il est aussi avisé de cibler les possibilités de formation et de trouver des champions qui combleront les besoins de leur collectivité.

Plusieurs participants ont soulevé le manque de ressources adaptées à la culture en ce qui concerne la littératie numérique et les aspects techniques de la création de réseaux communautaires. Un intervenant a mentionné que les espaces virtuels étaient principalement conçus par des non-Autochtones. En conséquence, la nature des éléments partagés en ligne expose les collectivités autochtones à certains risques. Denise Williams, PDG du First Nations Technology Council (Conseil technologique des Premières Nations), a suggéré de former le secteur des technologies sur la manière de recevoir les enseignements autochtones et d'inclure, dans les projets réalisés avec les collectivités autochtones, des conditions assurant que celles-ci sont « propriétaires » des données de recherche.

D'autres ont enchaîné en soulignant l'importance d'enseigner la cybersécurité adaptée à la culture aux personnes particulièrement vulnérables à Internet, comme les aînés et les jeunes. Un participant a expliqué que dans son organisation, un cours dédié aux jeunes établit un lien entre la cybersécurité et la culture :

« Nous avons un cours sur la gestion de l'empreinte numérique, qui est très pertinent pour explorer l'environnement qui vous entoure. Quand vous êtes en ligne, vous déambulez littéralement dans l'Internet et dans le monde numérique. Que voulez-vous laisser dans votre sillage? Des déchets? Des renseignements associés à votre nom? Un historique de vos actions et des raisons de votre passage sur Internet? Voulez-vous qu'on puisse suivre vos traces?

Quand on y pense, lorsqu'on se promène sur son territoire, on peut chasser, mais on peut aussi être chassé par un prédateur, ce qui existe sur Internet. Le concept est identique. Vous devez être en mesure de l'appliquer au monde numérique. Il vaut mieux ne pas laisser de renseignements qui vous concernent sur votre chemin. Que vous soyez sur les réseaux sociaux publics ou dans votre collectivité, vos paroles devraient être les mêmes. »

–Matthew Rantanen, directeur de la technologie du Southern California Tribal Chairmen's Association

Formation technique

« Il vous faut un plan d'urgence pour le plan d'urgence de votre plan d'urgence. »

–Sally Braun, directrice générale du Western James Bay Telecom Network

Le manque de savoir-faire technique des collectivités pour élaborer, exploiter et entretenir des solutions de connectivité était l'un des enjeux récurrents lors des discussions sur les défis de la connectivité et la création de réseaux communautaires.

Presque tous ceux qui ont abordé le sujet des réseaux communautaires ont insisté sur l'importance de se concentrer sur la durabilité. Pour la création de ces réseaux, un participant a recommandé l'élaboration de solutions technologiques dont le maintien requière peu d'habiletés techniques, ce qui permettrait à un plus grand nombre de membres des collectivités d'atteindre la faisabilité sur le plan économique et d'être en mesure de la maintenir par eux-mêmes.

En matière d'éducation, une participante a souligné que ses collectivités ont offert une formation sur les services réseau à leurs propres travailleurs, qui ont ensuite formé les gens sur place et au sein des collectivités. Un autre participant a relevé que ses concitoyens ont créé une banque de contenus et de connaissances à partager avec les collectivités qui travaillent à leurs côtés, afin de leur fournir les compétences numériques pour concevoir et entretenir des solutions de connectivité.

Gestion financière

« Il faut s'assurer que les capacités de la collectivité sont renforcées, que des postes sont offerts et qu'ils sont financés. »

–Penny Carpenter, directrice de KNET

L'un des principaux défis de la durabilité consiste à garantir que tout réseau est assez stable sur le plan financier pour mettre continuellement l'équipement à niveau. Un participant a signalé qu'il n'est pas viable de s'en remettre uniquement aux subventions, surtout que nombre de collectivités n'ont personne pour rédiger des soumissions et solliciter du financement. Il a aussi souligné l'intérêt d'imposer des frais pour la connectivité, ce qui contribue à générer du respect pour le service et crée un flux de trésorerie stable permettant d'agrandir les réseaux sans se fier aux bourses et subventions.



Solutions techniques évolutives

« Les outils techniques permettant d'affronter les (défis de connectivité) existent déjà... mais habituellement, les éléments les plus complexes sont liés à notre capacité à nous réunir pour accomplir ces tâches. »

–Nico Pace, Libre Mesh

Avec la demande croissante de bande passante d'un monde de plus en plus branché aux objets qu'il porte et qui l'entourent, les participants ont reconnu le besoin de solutions évolutives capables d'augmenter en vitesse et en quantité de bande passante offerte par l'entremise de mises à niveau.

Lors d'un atelier, un groupe de participants a suggéré qu'une certaine autonomie se dégageait de la capacité à concevoir et à déployer des services et des outils pratiques pour la collectivité. Parallèlement, il est aussi stratégique d'employer les outils et les plateformes existantes et d'y trouver d'autres utilités.

Les participants ont également souligné le besoin de penser autrement en matière de solutions et de trouver des manières créatives de cibler la connectivité, comme d'accéder aux fréquences exemptes de licence et aux espaces blancs de la télévision.

Partenariats stratégiques

« Vous devez connaître la personne que vous voulez influencer au point de savoir ce qu'elle mange pour déjeuner. »

–Lia Kiessling, directrice principale des communications à Internet Society

Démontrant du coup le proverbe « l'union fait la force », les participants du Sommet ont évalué l'intérêt de partenariats stratégiques pour la défense de solutions d'inclusion et de connectivité. Le Sommet a accueilli de nombreux intervenants d'institutions d'ancrage et d'organismes sans but lucratif pour démontrer comment ce type de partenariat peut soutenir les objectifs de connectivité des collectivités autochtones rurales et éloignées.

Plusieurs participants ont parlé du bien-fondé d'une collaboration avec les institutions d'ancrage pour déployer la large bande dans les collectivités. Un autre participant a souligné que la capacité à fournir un accès à l'éducation et à produire un effet positif sur la collectivité qui en profite est une part importante de la définition d'institution d'ancrage. Par exemple, un participant travaillait dans une collectivité où les parents, constatant les taux élevés de suicide et d'homicide chez les jeunes qui quittent leur patelin, voulaient que leurs enfants complètent leur éducation à la maison. Par l'entremise des institutions d'ancrage, ils ont pu inaugurer une école secondaire numérique.

Les institutions d'ancrage ont également joué un rôle crucial dans la création ou la facilitation d'un accès à de nouvelles infrastructures, y compris le réseau de liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie, qui relie le nord de l'Alberta à Inuvik (T. N.-O.). Jiri Raska, gestionnaire de la station-relais pour satellites d'Inuvik à Ressources naturelles Canada, a indiqué qu'en raison du soutien du gouvernement canadien à la collectivité, ils ont pu se connecter aux agences spatiales de partout dans le monde.

Un autre locuteur a mentionné que les collèges et universités offrant des programmes d'études nordiques peuvent aussi accroître les besoins d'une collectivité en matière de connectivité, en particulier lorsque l'absence de cette dernière empêche les étudiants et les chercheurs d'effectuer leurs travaux, compléter leurs études et rédiger des demandes.

Enfin, plusieurs participants ont souligné que des partenariats pourraient ajouter de la valeur aux efforts de défense des intérêts qui font pression sur le gouvernement pour assurer la participation des Autochtones à l'élaboration de politiques et à la prise de décisions, surtout au palier fédéral. Cependant, un participant a relevé l'importance de choisir ses partenaires avec stratégie.



Recommandations pour garantir un accès universel

L'un des plus grands défis de la connectivité au Canada, pour ceux qui y ont accès, réside dans le prix de la large bande, qui figure parmi les plus élevés au monde.

Lorsque le CRTC a déclaré en 2016 que tous les ménages canadiens devraient avoir la large bande comme service de télécommunications de base, il a appelé le gouvernement fédéral à élaborer une stratégie nationale de déploiement. Au moment du Sommet sur la connectivité autochtone 2018, aucun plan de la sorte n'avait été mis en place, pas plus qu'aux États-Unis.

Le Sommet sur la connectivité autochtone 2018 accueillait des délégués des collectivités confrontées à certains des plus importants obstacles à l'accès. Ces participants ont généré les recommandations qui suivent pour assurer que tous les peuples autochtones en Amérique du Nord aient accès à l'Internet des possibilités :

1. Consulter les collectivités autochtones lors de l'élaboration d'une stratégie nationale d'accès.
2. Éviter les plans massifs, trop ambitieux et restrictifs. Établir plutôt un ensemble de principes basés sur une approche flexible qui tient compte des progrès techniques au fil du temps.
3. Examiner différentes solutions technologiques en fonction de divers contextes et défis de connectivité
4. Poser des questions ouvertes plutôt que des questions qui cherchent à appuyer un ordre du jour précis.
5. Fournir un accès libre aux données des entreprises de télécommunications sur certaines notions, comme les nœuds de fibre, qui pourraient inspirer des solutions.
6. Débloquer du financement fédéral pour tous les types de fournisseurs, petits et grands.
7. Installer d'abord les solutions de connectivité dans les endroits les plus difficiles à brancher. Sinon, il y aura toujours des laissés pour compte.
8. Porter une attention particulière aux collectivités autochtones et rurales.
9. Envisager divers modèles de connectivité en fonction des régions rurales et urbaines, surtout en ce qui concerne l'utilisation des fréquences.
10. Libérer les fréquences que les entreprises n'exploitent pas.

Remerciements

Le Sommet sur la connectivité autochtone était une initiative d'Internet Society, en collaboration avec la University of Alberta, First Mile Connectivity Consortium, la Ville d'Inuvik et la Société régionale Inuvialuite. L'événement a vu le jour grâce au soutien et à la générosité de l'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet, Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, Google, CANARIE, OneWeb, Cybera, Télésat et Iristel.

Les photos 1, 2, 5 et 12 sont une gracieuseté de Jim Schlichting.
Toutes les autres photos sont une gracieuseté de Shuli Hallak.





Internet
Society

[internetsociety.org](https://www.internetsociety.org)
[@internetsociety](https://twitter.com/internetsociety)